



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
22 août 2014
Français
Original : anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

**Observations finales du Comité pour l'élimination
de la discrimination à l'égard des femmes**

Additif

**Renseignements reçus des Bahamas au sujet
de la suite donnée aux observations finales***

[Date de réception : 25 juillet 2014]

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



**Mesures prises pour donner suite aux recommandations
figurant aux paragraphes 20 et 24 des observations finales
du Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes – CEDAW/C/BHS/CO/1-5**

1. Mesures temporaires spéciales

Le Gouvernement des Bahamas, agissant au travers du Bureau de la condition de la femme, appliquera des mesures temporaires spéciales visant à permettre aux femmes désireuses d'entrer dans la vie politique d'accéder plus rapidement à des postes de responsabilité.

Lors de la dernière Election générale, en mai 2012, 22 (soit 16,5 %) des 133 candidats étaient des femmes, et, sur ces 22 candidates, cinq ont atteint leur but. À l'heure actuelle, il n'existe pas de statistiques indiquant le nombre total de femmes ayant voté par rapport au chiffre correspondant pour les hommes. Toutefois, le rapport de l'Organisation des États américains sur les élections de 2012, a montré que les femmes ont été plus nombreuses (18 574) que les hommes à s'inscrire pour voter. Par parti politique, le nombre de femmes retenues comme candidates s'est décomposé ainsi : Progressive Liberal Party (Parti libéral progressiste) : 33 hommes, 5 femmes (15 %); Free National Movement (Mouvement national libre) : 29 hommes, 9 femmes (31 %); Democratic National Alliance (Alliance démocratique nationale) : 32 hommes, 6 femmes (19 %); Candidats indépendants : 14 hommes, 0 femme; Bahamas Constitution Party (Parti de la Constitution des Bahamas) : 3 hommes, 2 femmes (67 %).

Les femmes des Bahamas ont voté pour la première fois le 26 novembre 1962 tandis qu'en 1969, une femme était pour la première fois nommée membre du Cabinet. Vingt ans plus tard, en août 1982, une femme a été élue pour la première fois au Parlement. Trente ans plus tard encore, en 1992, trois femmes ont été nommées membres du Cabinet des Bahamas, devenues indépendantes. En 2002, une femme a été nommée Premier Ministre adjoint pour la première fois, et le Ministère de la sécurité nationale lui faisait rapport.

S'il est vrai que, au cours de cette longue période, la proportion de femmes dont la candidature a été présentée pour occuper des postes de haute direction politique a été faible, de même que le nombre de femmes effectivement retenues comme candidates, un examen de la répartition des femmes occupant des postes de responsabilité aux Bahamas, établi par le Bureau de la condition de la femme pour les années 2004, 2009 et 2014, montre que la proportion de femmes occupant de tels postes a toujours été élevée : on compte notamment parmi elles des magistrats, des secrétaires permanents, des greffiers, des administrateurs d'hôpitaux et des directeurs d'écoles secondaires.

Aux Bahamas, la balance penche en faveur des hommes pour ce qui est des orientations politiques, de l'expérience et du mentorat. Récemment, des activités ont été organisées dans le but d'encourager les femmes à s'impliquer en plus grand nombre dans ce domaine. En novembre 2013, au cours de la Semaine nationale de la femme, le Bureau a invité, à titre d'invitée d'honneur, une femme ancien premier ministre des Bermudes. Cette personne a donné plusieurs conférences sur la question des femmes aux postes élevés de la direction politique tant à Nassau, la capitale, qu'à Freeport, la deuxième ville du pays, située sur l'île de Grand Bahama.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, en 2014, l'accent a été à nouveau mis sur les femmes aux postes de commande. Des femmes, jeunes ou plus expérimentées, ont partagé leurs expériences en la matière avec des filles fréquentant une école secondaire et des femmes provenant de tous les secteurs de la société. En mai 2014, des femmes appartenant à des organisations non gouvernementales et des femmes intéressées par les questions de direction politique ont participé à la première journée d'une réunion de deux jours des Commonwealth Women Parliamentarians (Femmes parlementaires du Commonwealth), tenue à Nassau, dont l'objectif était de promouvoir une plus grande représentation des femmes au Parlement.

Afin d'accélérer l'instauration d'une égalité de fait entre les hommes et les femmes aux niveaux de responsabilité dans le domaine politique, le Bureau de la condition de la femme, en partenariat avec d'autres parties intéressées, mettra en œuvre, entre août 2014 et août 2015, les mesures temporaires spéciales suivantes, de manière à préparer comme il convient les candidates potentielles à l'Élection générale de 2017 :

- a) Il fournira une formation ciblée dans des domaines tels que les campagnes électorales, les levées de fonds, les questions touchant les femmes, le maintien d'un équilibre entre la vie de famille et la vie publique, les procédures parlementaires, le service public, etc.;
- b) Il offrira le mentorat d'anciennes parlementaires ou femmes anciennement ministres du Cabinet, ou de femmes occupant encore ces postes;
- c) Il encouragera les femmes appartenant à des partis politiques à se mobiliser en faveur de la présentation de candidatures d'un plus grand nombre de femmes;
- d) Il fera campagne auprès des groupes de femmes et auprès des femmes en général pour que les femmes votent pour des femmes lors de la prochaine Élection générale;
- e) Il encouragera les femmes chefs d'entreprise à apporter leur soutien à la candidature de femmes;
- f) Il associera les hommes à la défense des mesures temporaires spéciales destinées aux femmes occupant des postes de responsabilité politique et leur fournira une éducation qui vise à instaurer l'égalité des sexes et mettre fin à la violence sexiste.

Le Bureau de la condition de la femme a sollicité au Bureau régional des Caraïbes d'ONU-Femmes une assistance dans l'exécution des mesures temporaires spéciales. Il fera rapport sur les résultats obtenus dans son prochain rapport périodique, qui doit être soumis d'ici à juillet 2016.

2. Violence à l'égard des femmes

a) Loi d'ensemble sur la violence à l'égard des femmes

En juillet 2013, le Gouvernement des Bahamas a mis en place une initiative destinée à faire face à la question de la violence sexiste. Cette initiative, bienvenue, comporte un comité de contrôle constitué des six ministères clés traitant des

différentes dimensions de cette forme de violence, soit le Ministère des services sociaux, le Ministère de la santé publique, le Ministère de la sécurité nationale, le Ministère de l'éducation, le Cabinet du Procureur général et le Ministère de la jeunesse. L'initiative comporte également un comité directeur sous forme d'une Équipe spéciale constituée d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux clefs, dont le mandat est de mettre au point, d'appliquer et de coordonner un plan stratégique national de lutte contre la violence sexiste.

Les travaux de l'Équipe spéciale ont débouché notamment sur une recommandation en vue de l'adoption d'une loi d'ensemble de lutte contre la violence sexiste, qui porte sur la violence sexuelle entre partenaires intimes, les agressions sexuelles, le harcèlement sexuel et toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

**b) Sensibilisation à la nature pénale du viol conjugal
et à la répression pénale du viol conjugal**

Le Ministère des services sociaux et du développement communautaire mène actuellement une campagne sur le thème « Domestic Violence is Everybody's Business » (La violence au foyer est l'affaire de tous), qui prévoit notamment des exposés aux églises et groupes communautaires.

Une organisation non gouvernementale du nom de Bahamas Crisis Centre (Centre de crise des Bahamas), a reçu une subvention internationale destinée à la campagne « let's Talk » (Parlons-en), qui s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans. La campagne porte sur viol marital, l'inceste, le « viol par une connaissance », le harcèlement et les comportements des témoins.

Par ailleurs, un court métrage, intitulé « Full Circle » (Boucler la boucle) a été lancé. Au cours des prochains 12 mois, il sera suivi de messages d'intérêt général portant sur ces questions et diffusés auprès des collectivités par la presse électronique et écrite. Une étude effectuée avant et après la diffusion de ces messages permettra d'évaluer leur impact sur la population.

Le Ministère a également appuyé la production de téléfilms sur la violence au foyer par une société de production cinématographique locale, FUJON, intitulés « GET OUT » (Va-t-en).

**c) Plan d'ensemble contre toutes les formes de violence
à l'égard des femmes et des filles et stratégie de mise en œuvre**

L'Équipe spéciale de la violence à base sexiste qui a été mise en place en juillet 2013, s'est vu confier la tâche de mettre au point un plan stratégique et des initiatives de lutte contre cette forme de violence sous toutes ses formes. Les travaux sont en cours, et il est prévu de les faire suivre d'un plan d'exécution et de l'établissement d'un mécanisme multisectoriel de gestion de cette exécution.

d) Accès rapide à la justice des femmes victimes de toutes les formes de violence sexiste

Le Procureur général mène dans le cadre de son propre bureau l'initiative « Swift Justice » (Justice sans délai) qui vise à réduire les délais auxquels se heurtent les victimes dans leur accès à la justice. L'accent est mis spécialement sur l'analyse des infractions sexuelles, et le Cabinet a fait appel aux services d'un consultant pour éliminer l'arrière des affaires et accélérer l'accès des victimes à la justice. Le Ministère public comprend une unité consacrée spécifiquement aux infractions sexuelles, tandis qu'un processus de gestion des affaires a été mis en place pour assurer leur traitement efficace.

La mise en accusation directe remplace désormais le processus d'enquête préliminaire, ce qui élimine pour les victimes de viol le stress de passer par deux procès.

e) Fourniture d'une assistance et d'une protection adéquates aux femmes victimes de violence, en particulier des services de réadaptation psychosociale et un nombre suffisant de centres d'accueil, notamment à Family Islands

La fourniture de centres d'accueil et d'établissements spécialisés pour les femmes victimes de violence pose toujours problème en raison du fait que les Bahamas sont un État archipel. Le Gouvernement toutefois a alloué dans le budget 2014-2015 des ressources financières substantielles destinées à un centre d'hébergement qui accueillera les femmes accompagnées de garçons de plus de 10 ans.

Le Ministère des services sociaux et du développement communautaire a relancé son unité de la violence domestique au sein de la division des services à la famille, ce qui devrait permettre d'élargir l'accès des victimes de la violence aux services de réadaptation psychosociale.

f) Données statistiques d'ensemble sur la violence à l'égard des femmes, ventilées par sexe, âge et type de relation entre la victime et les auteurs des actes, y compris des données sur le nombre de plaintes, de poursuites et de condamnations et sur les peines imposées aux auteurs de violence sexuelle et sexiste

Les Bahamas ont reçu du Bureau régional des Caraïbes d'ONU-Femmes des fonds destinés à la mise en œuvre d'un projet sur le renforcement de la responsabilisation de l'État et de l'action communautaire en vue de mettre fin à la violence sexiste. Le projet porte spécifiquement sur la réduction de la violence à l'égard des femmes au moyen de stratégies destinées à accroître les compétences des acteurs et à renforcer la redevabilité tout en faisant appel à des consultants pour rassembler des données statistiques de base sur le maintien de l'ordre et les poursuites des infractions sexuelles. On a ainsi pu rassembler des données sur le nombre de plaintes, de condamnations et de peines, qui permettent de mieux se rendre compte de la situation.

L'Équipe spéciale de la violence sexiste a tout particulièrement recommandé la mise en place d'un observatoire qui permettra de rassembler des données ventilées et par là de mieux cerner le problème.
